

Circulation de savoirs entre villes et sélection d'une expertise de l'urbain : la place des mondes académiques au sein des *Eurocities*

HEALY Aisling, Maître de Conférence – université Aix-Marseille, aisling.healy@univmed.fr
RUSSEIL Sarah, Post-doctorante – laboratoire Triangle (Lyon), sarah.russeil@free.fr

Session de travail : Les mondes de l'expertise européenne

Eurocities, réseau de villes européennes créé au milieu des années 1980 par quelques villes dites de second rang¹, se présente comme une plate-forme visant la circulation de savoirs, l'échange d'expériences et, ainsi, la production de solutions « innovantes » aux problèmes que rencontrent les villes européennes². Ce réseau cherche, grâce à la production ou à la référence à une série d'expertises [Dumoulin, La Branche, Robert, Warin, 2005 ; Trepos, 1996] relatives à l'urbain, à faciliter le développement des rayonnements européen et international des villes qui en sont membres et à aider ces dernières à s'imposer comme des acteurs importants de la compétition inter-urbaine³. Ces expertises prennent la forme de rapports, d'ouvrages, de discours ou encore de colloques, dont deux usages peuvent être distingués et étudiés. Le premier est directement lié à l'activité de lobbying menée par *Eurocities* auprès des institutions européennes : les savoirs produits alimentent, dans une perspective *bottom-up*, les réflexions des institutions européennes portant sur les politiques urbaines. Le second tend à développer une européanisation [Hassenteufel, Surel, 2000] horizontale des politiques urbaines⁴ : les savoirs produits et les solutions « innovantes » identifiées sont alors transmis d'un gouvernement municipal à l'autre de manière à nourrir les stratégies des acteurs urbains.

L'expertise, production directe du réseau ou ressource externe mobilisée par *Eurocities*, constitue, de fait, une dimension essentielle de son activité. En outre, une partie des savoirs mobilisés dans le cadre d'*Eurocities* est produite par des centres de recherche universitaires. A ce titre, ils sont considérés par les participants à ce réseau comme une expertise « scientifique » dite neutre et objective. Ces travaux, pourtant loin de tous visés une légitimité scientifique, une validation académique, peuvent constituer une ressource pour construire des solutions innovantes ou développer des logiques stratégiques au sein d'*Eurocities* et, au-delà, au sein des institutions européennes. Des processus de sélection de certains savoirs, certains travaux et, partant, certaines expertises s'opèrent donc au cœur même du réseau de villes. L'analyse de ces processus de sélection donne alors à voir certaines des articulations entre mondes académiques, instances mobilisant de l'expertise (telles qu'*Eurocities*) et institutions communautaires.

A travers l'étude d'*Eurocities* et en prenant au sérieux les caractéristiques que les acteurs du réseaux de villes européennes attribuent aux savoirs qu'ils mobilisent, nous proposons d'analyser comment s'organisent la production et la mobilisation d'expertises au sein de ce réseau, en

¹ A l'origine, en 1986, six villes s'impliquent fortement : Barcelone, Rotterdam, Lyon, Francfort, Birmingham et Milan. La très forte croissance de ce réseau (aujourd'hui, plus de 130 villes, dont certaines capitales européennes, en sont membres) n'a toutefois pas remis en cause le poids historique des villes de second-rang dans les prises de position et les stratégies adoptées par *Eurocities*. Ainsi *Eurocities* réunit-il à la fois des maires et des techniciens. Ces derniers se réunissent dans le cadre de forums axés sur des thématiques en lien avec les missions dont ils ont la responsabilité dans leurs villes respectives (tels que le forum économique, le forum coopération, le forum environnement, etc.) [Payre, 2008].

² Cf. la présentation du réseau sur le site Internet suivant : <http://www.eurocities.org/main.php>

³ Ce contexte de compétition entre territoires, plus précisément ici entre villes, est posé comme une sorte de postulat par les acteurs de ce réseau. Loin de naturaliser les interactions entre villes, l'approche retenue ici privilégie l'étude du rôle des acteurs et de l'expertise, des savoirs que ces acteurs mobilisent dans le cadre de ce réseau [Pinson, Vion, 2000].

⁴ L'européanisation est ici saisie comme un processus auquel de nombreux acteurs (européens, mais aussi nationaux et locaux) prennent part.

identifiant et en caractérisant les types de savoirs et les profils d'experts auxquels elle fait appel et, *in fine*, de saisir ce qui fait de l'expertise progressivement sélectionnée au sein du réseau une expertise transnationale constituant une ressource potentielle pour l'Union européenne⁵. La démonstration s'appuie sur l'analyse fine des interactions entre *Eurocities* et deux équipes de recherche dont les rôles s'avèrent assez déterminants : l'*European institut for comparative urban research* (Euricur), rattaché à l'université de Rotterdam, et l'*European Institut for urban affairs* (EIUA), dépendant de l'université de Liverpool.

L'analyse de cette histoire dévoile trois grandes périodes au cours desquelles la production de l'expertise diffère tant dans ses processus de fabrication (producteurs, thématiques, disciplines de référence, etc.) que dans les modalités et les fins de ses usages. La première, du milieu des années 80 au début des années quatre-vingt-dix, correspond à l'émergence et à la structuration du réseau de villes. Elle permet la structuration d'un corpus d'expertises principalement à destination de ces *second cities* séduites par la démarche volontaire de certains édiles locaux pour peser dans le processus de construction communautaire [Payre, 2008]. Les travaux académiques, issus essentiellement de l'économie régionale et urbaine, réalisés au cours de la décennie 1975-1985 viennent alors nourrir les ambitions urbaines et constituent une source de légitimité essentielle dans les revendications des élites urbaines à l'égard des politiques nationales et plus encore des politiques européennes. La seconde période, qui correspond grossièrement à la décennie quatre-vingt-dix, intensifie cette première dynamique en consolidant une expertise à destination d'activités de *lobbying*. Si la caution universitaire et académique demeure essentielle, les savoirs produits apparaissent plus difficilement inscriptibles dans les disciplines classiquement définies par les mondes académiques. Les hommes de réseaux jouent au cours de cette période un rôle fondamental et *Eurocities* exerce une forte activité de lobbying auprès des institutions européennes. Enfin, la troisième période débute avec le troisième millénaire : l'expertise développée est d'abord destinée à accompagner les travaux des praticiens et des professionnels de la « ville internationale ». Les savoirs académiques sont mobilisés dans une visée pédagogique. Les structures mobilisées par la fabrication de cette expertise constituent un pool de chercheurs qui n'est pas sans rappeler la liste des experts dessinée par les institutions européennes dans le cadre d'Urbact.

1. Émergence d'un corpus d'expertise urbaine. Quand la science économique se met au service des villes

La structuration, sinon la constitution, d'un champ d'expertises à destination des villes prend place, en Europe, au cours de la seconde moitié des années 80. Ce processus émerge à partir de quelques individus en relation étroite avec les gouvernements municipaux des villes abritant les universités au sein desquelles ils enseignent (Rotterdam, Barcelone, etc.). La construction du réseau de villes *Eurocities* constitue alors une opportunité de mise en valeur, de diffusion et finalement d'usage pour des études académiques réalisées à partir du milieu des années 70 et issue d'une sous-discipline en expansion et en quête de reconnaissance : l'économie régionale et urbaine.

a) L'économie régionale et urbaine : une sous-discipline en quête de reconnaissance

L'économie régionale et urbaine est née dans l'après seconde-Guerre Mondiale et constitue l'une des branches les plus récentes des sciences sociales et économiques [Benko, 1998]. Les questions de la distribution des activités économiques aux échelles nationales, européenne et planétaire, de celle des lieux de productions et de consommations sont la raison d'être de cette sous-discipline se revendiquant d'abord et avant tout des sciences économiques ainsi que de la géographie, de la science politique, de l'urbanisme, du droit et même de l'anthropologie. Elle vise donc à résoudre des problèmes « spatiaux ». Développée d'abord à partir de modèles

⁵ Nous nous appuyons pour cela sur un travail d'enquête réalisé dans le cadre d'une recherche collective (cluster 14, Cf. : http://erstu.ens-lsh.fr/rubrique.php3?id_rubrique=77, sous la direction de Renaud Payre), qui a permis de rassembler une série de sources écrites retraçant l'histoire des relations établies entre *Eurocities*, d'une part, et de nombreux centres de recherche urbaine (universitaires / privés ; anglais / français / néerlandais / espagnols ; etc.), d'autre part, et de réaliser des entretiens approfondis avec certains membres (notamment leurs directeurs) des deux centres de recherche progressivement amenés à fournir l'essentiel de l'expertise urbaine mobilisée par le réseau *Eurocities* : Euricur en premier lieu et l'EIUA en deuxième lieu.

macroéconomiques et de systèmes économétriques auxquels appartient en particulier l'économétrie régionale fondée aux Pays-Bas par les universitaires Léo Klaassen et Jean Paelinck, l'économie régionale, puis économie régionale et urbaine, correspond, au milieu des années quatre-vingt, à cette sous-discipline qui tente d'articuler, tant dans ses analyses que dans ses résultats, modèles économiques, données socio-économico-politiques et préconisations ou recommandations à destination des élites européennes, nationales, régionales et urbaines⁶. Georges Benko précise que le chercheur pratiquant cette discipline détient un rôle clé dans le processus de prise de décisions [Benko, 1998]. Ce savoir académique se veut producteur de normes pour l'action.

Léo Klaassen et Jean Paelinck, chercheurs de l'université Erasmus de Rotterdam et principaux concepteurs de cette économie régionale, multiplient au cours des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt l'élaboration de modèles d'analyse économique et d'études visant à tester ces modèles⁷. Leurs travaux de recherche sont principalement donnés à voir via le *Netherlands Economic Institut* (NEI), institut fondé en 1929 et rattaché alors à l'université Erasmus et dont le premier objectif était d'appliquer les théories économiques. Devenue une fondation indépendante de cette université dans l'après seconde guerre mondiale, cette structure, qui a contribué au développement économique du pays, revendique une participation à la définition des stratégies européennes dès le début des années soixante. Les carrières universitaires de Léo Klaassen et Jean Paelinck ont bénéficié de l'existence de cette structure et des relations avec les élites nationales qu'elle rendait possible. Leurs vellétés de développer des normes pour l'action des édiles urbains apparaît finalement dans la suite logique de leurs pratiques professionnelles. De fait, dès le début des années quatre-vingt, ils répondent à des commandes de la municipalité de Rotterdam et réalisent, par exemple, une étude collective portant sur l'Europe urbaine⁸. Les travaux qu'ils réalisent à cette époque mettent principalement l'accent sur les régions urbaines et sur les villes dans le contexte économique difficile de la fin des années soixante-dix et du début des années quatre-vingt. Léo Klaassen oriente alors progressivement ses étudiants vers des travaux portant spécifiquement sur les villes et leur demande d'adopter des visées prospectives. Les réponses formulées par ces chercheurs aux commandes de la municipalité de Rotterdam s'appuient sur des études comparatives, notamment à une échelle européenne, et intègrent des résultats à visées davantage opérationnelles. Ces études promeuvent l'importance du local dans l'économie et rencontrent un écho très particulier à partir du milieu des années quatre-vingt. Non pas novatrice, mais éloignée du *mainstream* de la recherche universitaire néerlandaise de l'époque, cette approche comparative introduisant des études de cas issues de différentes villes européennes et en lien avec les élites municipales nécessite rapidement une reconnaissance et une légitimité académiques⁹.

En 1986, une rencontre a lieu à Rotterdam. Elle porte sur le rôle des grandes villes dans le redressement économique. Cette réunion est organisée et animée par Léo Klaassen¹⁰ et Jean Paelinck. Les récentes productions du monde universitaire rotterdamois, en particulier les résultats des recherches doctorales que Léo Klaassen encadre, permettent l'élaboration d'un document préparatoire et alimentent très largement les réflexions de cette rencontre. Ce document, qu'ils publieront en 1990 et qui constituera alors l'une des premières publications d'Euricur, porte sur le marketing des régions urbaines¹¹. Plusieurs villes, principalement portuaires et en situation de

⁶ Les universitaires développant ces modèles et ces théories évoluent en marge du monde académique de l'économie, monde dominé par les courants orthodoxes.

⁷ Formés en économie au sein de l'université Erasmus, ces deux universitaires néerlandais effectuent leurs carrières de professeur en économie intégralement à l'université Erasmus pour Léo Klaassen et au sein de l'université rotterdamoise, puis à la Netherlands School of Economics et à l'Université catholique de Louvain pour Jean Paelinck. Ce dernier fut également directeur du NEI.

⁸ Etude qui a donnée lieu à publication : van den Berg L., Drewett R, Klaassen L., Rossi A, Vijverberg CHT, *Urban Europe : A Study of Growth and Decline*, Elmsford, N.Y./Oxford, England, Pergamon Press, 1982.

⁹ A partir de la fin des années soixante-dix, les outils de diffusion de cette jeune discipline se multiplient. Ces outils de diffusion revendiquent l'appartenance de ces savoirs aux études universitaires et académiques tout en cherchant à sensibiliser et à associer les professionnels de l'aménagement, du développement économique, à l'image de la création de la revue d'économie régionale et urbaine (RERU) en 1978 à l'Université de Bordeaux.

¹⁰ Léo Klaassen est alors systématiquement accompagné de certains de ses étudiants en économie, en particulier de Léo van den Berg (dont la thèse intitulée *Early systems in a dynamic society* est soutenue en 1985) et de Jan van der Meer.

¹¹ Van den Berg L., Klaassen L., van der Meer J., *Marketing Metropolitan Regions*, Rotterdam, Euricur, 1990.

déprise économique, répondent à l'invitation du maire de Rotterdam, conseillé par ces deux universitaires : Lisbonne, Barcelone, Milan, Thessalonique, Hambourg, Anvers, Marseille, Dublin, Birmingham et Copenhague. Si cette rencontre reste sans suite directe pour la constitution du réseau de villes *Eurocities* [Payre, 2008], elle entérine, pour Léo Klaassen, Jean Paelinck et leurs jeunes collègues, l'existence d'une opportunité pour diffuser les résultats de leurs études.

Dès lors, ce groupe d'universitaires entame la structuration, d'une part, d'une organisation au sein de l'université Erasmus et en lien avec les élus de Rotterdam, et, d'autre part, de relations privilégiées avec d'autres universitaires. Les créations du réseau politique *Eurocities*¹² et, associé à ce réseau, de l'*European institut for comparative urban research* (Euricur) permettent, de fait, à ce groupe de chercheurs de stabiliser un cadre d'action dont la toute première caractéristique sera d'être intimement lié à *Eurocities*.

b) Euricur, une réponse d'un universitaire renommé aux besoins d'une élite urbaine

En 1989, une conférence sur le rôle des « cités dans la construction européenne » a lieu à Barcelone. Sur l'initiative de Pasqual Maragall, maire de Barcelone, et de Jordi Borja, vice-président de la communauté de municipalités de l'Aire métropolitaine de Barcelone, les maires des villes de plus d'un millions d'habitants sont invités à participer à cette conférence. Elle est précédée d'une grande enquête, adressée par Jordi Borja aux maires des grandes villes européennes¹³. L'enquête vise à connaître la relation qu'ont les villes avec la Communauté économique européenne, à savoir ce qu'attendent les villes de l'Europe unique ainsi que la manière dont elles se préparent à l'intégration européenne. Le ton est donné : les maires réunis en 1989 sont en demande d'informations, de sources, de savoirs sur les villes et sur l'urbain, notamment dans une perspective de discussion avec les institutions communautaires¹⁴. Le motif économique est avancé par les élites urbaines de plusieurs villes pour justifier la dynamique dans laquelle ils s'engagent : le déclin industriel, les difficultés que rencontrent les villes portuaires conduisent les élus municipaux et les responsables économiques à envisager de nouvelles stratégies économiques et à diversifier les activités. Les activités de services, en particulier le tourisme, sont alors particulièrement prisées des élites urbaines et notamment d'individus travaillant au sein de chambres de commerces et d'industrie. Ces maires formulent également des revendications particulières et assez fortes par rapport à l'élaboration et à la mise en oeuvre de politiques européennes. A l'issue de cette conférence, le réseau de villes européennes de second rang *Eurocities* est créé et, dans son sillage, un centre de recherche spécifique.

Léo Klassen et ses anciens étudiants accompagnent la délégation rotterdamoise et mettent les résultats de leurs études à la disposition du réseau. La proposition des universitaires est volontiers retenue, l'une des ambitions affichées du réseau, dès cette rencontre, étant la mise sur l'agenda européen de la question des villes, de leur développement économique, politique et social. C'est donc dans ce cadre et à partir des études réalisées sous la direction du Pr. Klaassen, enseignant à l'université Erasmus de Rotterdam, universitaire en fin de carrière et dont les travaux en économie sont reconnus internationalement, que la création de l'institut *Euricur* est proposée aux principaux maires réunis à Barcelone afin de les aider à produire le savoir dont ils ont besoin.

Euricur voit donc le jour, soutenus par les maires de Rotterdam et de Barcelone et accepté par le département Economie de l'Université Erasmus de Rotterdam : c'est là l'institutionnalisation des travaux de la petite équipe travaillant autour du Pr. Klaassen. Cet institut est, dans cette première période, le principal lieu de production de savoirs destinés d'abord et avant tout à l'usage du tout nouveau réseau politique *Eurocities* et, de fait, bien davantage à celui des principales villes membres de ce réseau. Il ne s'agit alors pas tant de la fabrication de nouvelles études que de la production d'une expertise recevable et utilisable par ces destinataires. De fait, les études compilées,

¹² La création d'Eurocities est le produit d'un moment d'internationalisation des pouvoirs locaux dans un contexte de désindustrialisation, de transformations institutionnelles, voire de transitions démocratiques dans certains pays.

¹³ Borja J., « Eurocities. A system of major urban centers in Europe », *Ekistics*, 352-353, 1992, p. 21-27.

¹⁴ Cette conférence fait suite au premier élargissement européen. Les questions des effets de l'action communautaire comme celle des difficultés particulières que rencontrent les villes apparaissent de plus en plus criantes au fur et à mesure des élargissements successifs [Grazi, 2006]

diffusées ou complétées relèvent de l'économie urbaine et s'appuient sur des études de cas ou des exemples issus des villes portuaires ou en difficultés économiques que sont Rotterdam ou Marseille, Birmingham, Anvers, Lille, Lyon ainsi que, bien entendu, Barcelone. Mieux, les quelques individus constituant alors Euricur (Léo Klaassen et quelques uns de ces anciens étudiants : Léo van den Berg, Jan van den Meer, Jan Van den Borg et Meine Pieter van Dijk¹⁵) développent progressivement, dès ce début des années quatre-vingt-dix, des méthodes de travail qu'ils n'auront de cesse de consolider par la suite. Ces méthodes s'appuient sur une mobilisation importante et systématique des individus en situation de production de savoirs ou de discours au sein de chacune des villes européennes qu'ils étudient. Ainsi, les relations partenariales avec des universitaires travaillant également sur l'économie urbaine, et plus encore avec des chambres de commerces et d'industrie ou entités similaires leur donnent accès à nombre d'études réalisées ou en cours de réalisation et, notamment pour les seconds, aux édiles locaux. Un réseau de « savants », d'« experts » académiques se structure, en lien tant avec des universitaires que des élus et des praticiens. Ces derniers participent donc à la fabrique du savoir.

c) *Des premiers usages d'une expertise académique*

Des usages de cette expertise académique se consolident, d'autres se dessinent dans le cadre du tout nouveau réseau de villes. Au tout début des années quatre-vingt-dix, la structure d'*Eurocities* est encore très souple. Des groupes de travail sont créés très rapidement après la fondation du réseau. Parmi les premiers figurent la rénovation économique et urbaine des centres-villes, la coordination des Instituts urbains, le tourisme¹⁶ ou encore la coopération est-ouest. Le fonctionnement d'un groupe de travail procède de rencontres régulières entre des représentants politiques ou techniques des villes qui souhaitent participer à la réflexion du groupe. Il s'agit, de fait, d'une démarche prolongeant des pratiques développées à partir de la fin des années soixante-dix autour des questions urbaines : conférences, journées d'échanges, etc. auxquelles élus et agents d'institutions locales, nationales et européennes ainsi qu'universitaires sont invités [Grazi, 2006]. Reste que ces groupes de travail formalisent ces pratiques et constituent le lieu d'approfondissement des problématiques auxquelles les municipalités urbaines sont confrontées ainsi que le lieu d'une première sélection des savoirs ensuite mobilisés et diffusés au sein du réseau de villes. Le réseau politique, alors encore en phase de structuration, mobilise également, au cours de cette première période, de façon très ponctuelle et sur des thématiques bien précises, quelques universitaires ou recherches académiques publiées par ailleurs. C'est lors des sessions de travail de ces groupes que les principales thématiques étudiées sont déterminées à partir des grandes orientations que ces *second cities* souhaitent défendre auprès des institutions européennes et plus encore à partir des propositions et suggestions que formulent les mondes académiques. Ces groupes de travail sont donc propices à la fabrique d'expertises et de savoirs, largement issus de disciplines universitaires, qui seront estampillés *Eurocities*, dès lors qu'une entité sera autorisée à parler « au nom de » et que des destinataires seront clairement identifiés. Les relations entre élus participant au réseau de villes et universitaires sont à cette période fondamentales : le groupe de travail *recherche urbaine*, visant à assurer et à formaliser l'interface entre pouvoirs locaux et universitaires, est ainsi très rapidement créé. Si Euricur (comme d'autres centres de recherche) participe à ce groupe de travail dès le début, il ne semble pas qu'il soit *in fine* le principal lieu d'échanges, de circulation ou de fabrique du savoir du réseau.

Le savoir produit par le réseau dans cette première étape peut être reconstruit *a posteriori*, il est toutefois à cette époque assez peu donné à voir au sein même du réseau. Les principales études sur lesquelles se fondent cette expertise sont, à partir du début des années quatre-vingt-dix, progressivement diffusées au-delà du monde de la science régionale, mais toujours au sein de

¹⁵ Ces quatre personnes travaillent toujours aujourd'hui pour Euricur, Léo Van den Berg dirige l'institut, ces trois collègues participent également à sa direction. Ils sont par ailleurs employés par l'université Erasmus de Rotterdam.

¹⁶ De fait, l'une des premières études réalisées par Euricur porte sur le tourisme : Van den Berg, L., van der Borg J. and van der Meer J., *Upcoming destinations of urban tourism*, Euricur, Rotterdam, 1992. L'une des personnes ressources de l'institut est enseignant d'économie du tourisme.

mondes académiques, par les publications systématiques de l'équipe rotterdamoise dans la jeune collection *Euricur*, créée spécifiquement pour cette cause. Les quatre universitaires dirigeant l'institut sont également vigilants à maintenir des publications scientifiquement reconnues et proposent régulièrement des papiers à différentes revues telles que *Urban planning*, *Raumforschung und Raumordnung*, *Journal of Planning Education and Research*, *Urban Studies*, etc. Parallèlement, ces études développent moins de modèles économétriques et s'intéressent davantage à d'autres champs des sciences sociales : la sociologie, la science politique et l'urbanisme.

La principale thématique revendiquée par le réseau *Eurocities* correspond au développement économique, thématique que la sélection d'études et la production d'expertise opérées au sein d'*Euricur* viennent amplement nourrir. De fait, les études réalisées par *Euricur* sont mises à profit par les élites urbaines, en particulier par celles de Rotterdam et de Barcelone, pour, d'une part, structurer le réseau et, d'autre part, promouvoir l'urbain et la politique urbaine dans l'agenda politique européen. Ainsi, deux ans après la création du réseau, un comité exécutif est mis en place. Il rassemble les représentants des six villes fondatrices (Barcelone, Birmingham, Milan, Rotterdam, Lyon et Francfort) ainsi que ceux des villes qui pilotent des groupes de travail. Ce comité exécutif décide de la création d'un secrétariat à Bruxelles. Dès lors, les processus de sélection de l'expertise comme ceux de ses usages évoluent.

2. Des études académiques à l'expertise de lobbying

La structuration d'une expertise de lobbying au sein du réseau politique *Eurocities* est fortement lié à l'impératif international qui s'impose, à partir de la fin des années quatre-vingt, aux élites urbaines européennes et nord-américaines [Pinson, Vion, 2000 ; Vion, 2002 ; Kantor & Savitch, 2002 ; Le Galès, 2003 ; Brenner, 2004]. Les premiers travaux de sciences sociales s'intéressant à la dimension internationale des villes, à leur place dans le marché et à la compétition interurbaine relèvent d'une approche objectivante. Ils cherchent, à travers des comparaisons doublée d'approches performatives, à identifier les principales infrastructures qu'il convient de mettre en œuvre au sein d'une ville pour qu'elle acquière ce statut de ville internationale¹⁷. Ils sont donc loin d'être dénués d'intérêts pour les élites urbaines. Les initiatives des universitaires à l'intention des élites urbaines sont alors multiples¹⁸, renouvelant pour partie le cœur de l'expertise urbaine et renforçant son rôle de lobbying auprès des instances nationales et internationales, en particulier auprès des institutions européennes. Mieux, à partir de ce début des années quatre-vingt-dix, les élites urbaines cherchent à identifier les travaux académiques leur permettant d'appuyer leurs activités de lobbying auprès des gouvernements nationaux comme des instances européennes. C'est dans ce contexte que le rapprochement entre *Eurocities*, et plus exactement le bureau de Bruxelles, et ce qui deviendra l'*European institut of urban affairs* (EIUA) s'opère.

a) Quand le rayonnement des villes devient le coeur de l'expertise

Les travaux de Panayotis Soldatos ou de Marc Bonneville participent largement à la montée en puissance d'une lecture du rôle économique des villes *via* leur rayonnement, entendu notamment comme rayonnement à l'international. Construisant des critères d'internationalité des villes, ces travaux rejoignent les principales préconisations des travaux réalisés au sein d'*Euricur*. Ces derniers promeuvent, de fait, des relations privilégiées entre municipalités urbaines et chambres de commerce et de l'industrie et plus largement avec le secteur privé. Mieux, ils tendent à développer ou à renforcer de tels liens dans la production même de leur travaux. Dès le début des années quatre-vingt-dix, les universitaires Léo van den Berg, Jan van den Meer, Jan Van den Borg et Meine Pieter van Dijk¹⁹, travaillant pour *Euricur*, développent des partenariats avec les chambres de commerce et de l'industrie de Lyon et de Lille par exemple. Cette approche universitaire de

¹⁷ Soldatos P., « Treize critères pour une ville internationale », in Dommergues P., Gardin N., *Les stratégies internationales des métropoles régionales*, Paris, Syros, 1989, p. 75-89 ; Bonneville M., « Une revue des recherches sur les villes et l'internationalisation », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n°2 1994, p. 133-157.

¹⁸ C'est également à la fin des années quatre-vingt que Panayotis Soldatos crée à Montréal un Institut des villes internationales.

¹⁹ Léo van den Berg prend la direction de la démarche à la suite du décès de Léo Klaassen en 1991.

l'internationalisation des villes est déclinée en termes d'équipements, de fonctions ou encore de réseaux. Elle permet notamment un renouvellement des lectures de la question urbaine à l'échelle européenne. Les approches de la dimension urbaine au sein des institutions européennes ont longtemps été marquées par une double lecture méfiance/attraction. La première résultant du postulat que les forces du marché pourraient renforcer des concentrations urbaines susceptibles de devenir des sources de difficultés sociales et politiques importantes incite les institutions communautaires à demeurer prudentes à l'égard des grandes villes. La seconde selon laquelle les villes pourraient, en tant que point d'appui des pôles de développement industriel, favoriser la croissance de leur arrière-pays, en particulier dans les régions en retard est davantage favorable à une action particulière en faveur de ces entités [Grazi, 2006]. L'impératif international vient finalement infléchir cette double lecture et donner la primauté à la seconde.

Le développement d'un bureau d'*Eurocities* à Bruxelles au début des années quatre-vingt-dix se révèle décisif : il donne une véritable visibilité au réseau politique *Eurocities* en le démarquant notamment du Conseil des communes et région d'Europe (CCRE). L'enjeu est alors pour *Eurocities* de participer à la vie de ce « tout petit monde » et, *via ses policy officers*, à la sociabilité bruxelloise [Payre, 2008]. L'appropriation de la parole d'*Eurocities* est alors en jeu. Le bureau, à travers sa direction, cherche à canaliser les échanges qui se nouent au sein du réseau. Ce rapport de pouvoir et cette centralisation du réseau [Payre, Healy, 2008] s'observent également dans la production et la mobilisation des savoirs présents au sein du réseau. Expertise et savoir, désormais appropriés par le *staff* du réseau et légitimement estampillés *Eurocities*, servent alors également le processus d'autonomisation du réseau.

Les élus municipaux qui s'investissent dans les premières rencontres des *Eurocities* cherchent un accès à la Commission et, partant, souhaitent montrer qu'ils sont en capacité de construire des réseaux. Ils s'appuient amplement sur les résultats des principales études portant sur le développement économique des villes pour appuyer leur entreprise auprès des institutions européennes. Ils privilégient deux axes d'études : les thématiques répondant à la mise en concurrence des villes (développement économique, culturel et stratégies d'images), d'une part, et à l'intensification des actions publiques de solidarité (rénovation urbaine, développement social des quartiers, sécurité et lien social) d'autre part. Le second vient amplifier et justifier l'impératif du premier ; ces deux thématiques rejoignant finalement pour partie la double lecture de l'urbain qui a longtemps prévalu au sein des institutions européennes. Le bureau de Bruxelles participe donc également à cette production de savoir et d'expertise.

Les mobilisations ponctuelles se poursuivent dans la deuxième période et apparaissent plus diverses. Si le rôle économique des villes, à travers leur rayonnement notamment, demeure la principale thématique du réseau *Eurocities*, d'autres pistes de réflexion émergent progressivement, parmi lesquelles le tourisme et les nouvelles technologies, mais aussi et surtout le lien social et la sécurité. Ces nouvelles thématiques correspondent à la mise en place du Programme d'initiative communautaire Urban et d'une politique européenne des villes que des travaux présentés comme universitaires ont amplement influencé.

b) Un universitaire comme intermédiaire entre le réseau de villes et les institutions communautaire

Pas simple dans un tel contexte d'identifier précisément qui de chercheurs-entrepreneurs ou d'élites urbaines ont véritablement sollicité les autres. Si Léo Van den Berg affirme que l'équipe, alors dirigée par Léo Klaassen, a déployé ses services auprès des édiles rotterdamois, puis auprès des partenaires de ces derniers, Mickaël Parkinson²⁰ reste plus discret sur ses éventuelles propositions et souligne bien plus volontiers que son travail, et un article en particulier²¹, l'ont propulsé au cœur des réflexions médiatisées portant sur les villes et leur devenir. Le récit du Pr. Parkinson, au-delà de l'histoire mythique de son rôle auprès des institutions européennes, donne à

²⁰ Diplômé en science politique, Mickaël Parkinson est, au début des années quatre-vingt, enseignant à l'université de Liverpool. Il n'a alors que quelques publications à son actif.

²¹ Il s'agit de *U.S. and U.K. Education Policy: A Decade of Reform* publié en 1979. Entretien auprès de Mickaël Parkinson – 2006.

voir la mobilisation de travaux académiques dans un objectif de lobbying auprès de *policymakers* ainsi que les modalités d'acceptation par le monde académique britannique de tels usages des travaux qu'il produit.

La création du *centre pour les études urbaines*, au sein de l'université de Liverpool en 1987, confère à Mickaël Parkinson une légitimité académique et scientifique ainsi que des conditions de travail très souples (peu d'obligations et d'exigences de la part de l'université, pas de charge de cours, un soutien important du vice-doyen). Créé pour développer des travaux sur la ville de Liverpool ainsi que, plus généralement, sur les villes britanniques, cet institut est alors composé d'une petite dizaine de personnes, issues principalement du monde universitaire, et doit trouver ses propres financements. La production de cette petite équipe prend une toute autre ampleur au début des années quatre-vingt-dix. Une communication de Mickaël Parkinson se tient à Hannovre en 1989. Il y présente son livre *Regenerating the Cities : The U.K. Crisis and the U.S. Experience*. Un commissaire européen y assiste. De cette rencontre, sans aucun doute moins hasardeuse que ne le laisse entendre Mickaël Parkinson, dont l'entregent est assez important, naît une série de travaux réalisés par l'institut pour le compte de la Commission européenne. Tous portent sur les villes dans la constitution de l'Union européenne, et plus particulièrement sur les villes anglaises. Tous développent des stratégies à l'intention des *policymakers*. Entre 1987 et 1992, Mickaël Parkinson publie et communique beaucoup, circule en Europe, rencontre des homologues et surtout sympathise avec nombre d'édiles urbaines. Il assiste ainsi, en 1992, à l'assemblée générale d'*Eurocities* et présente certains de ses résultats. Ses travaux amplement mobilisés par le réseau de villes viennent compléter ceux réalisés par Euricur. Mieux, ils sont bien plus directement utilisés que ces derniers : certains rapports de la commission européenne sont constitués des réponses construites au sein de EIUA, y compris pour les chapitres conclusifs dont la dimension « préconisations politiques » est parfaitement assumée par Mickaël Parkinson. L'expertise qu'il revendique facilite les échanges d'idées et de normes entre le centre du réseau et les institutions européennes.

En 1994, le centre pour les études urbaines devient l'*European Institut for Urban Affairs* (EIUA) et s'oriente clairement vers la production d'études, de savoirs et d'expertises (terme que l'équipe revendique) à destination des institutions européennes. Cette orientation résulte pour partie d'une demande de l'université de Liverpool, à laquelle Mickaël Parkinson peut encore revendiquer une appartenance et ainsi bénéficier d'une aura d'universitaire et, partant, affirmer que ses travaux sont neutres et objectifs, par opposition à ceux réalisés par des consultants. C'est ainsi le monde académique lui-même qui oriente la production d'expertise de Mickaël Parkinson et de son équipe vers les institutions européennes. Reste que Mickaël Parkinson et ses collaborateurs ne revendiquent pas de rattachement à une discipline académique et attachent visiblement peu d'importance aux contextes de publications de leurs travaux²². Il procède également différemment dans la production de l'expertise urbaine : celle-ci relève d'une fabrique au sein de l'institut et est diffusée ensuite *via* le « centre du réseau », le secrétariat du réseau installé à Bruxelles. Les travaux de Mickaël Parkinson ont de fait, dès 1991, bénéficié de la présence au sein de ce secrétariat d'Albert Bore, adjoint à la ville de Birmingham, de sa collaboratrice Jill Robinson ainsi que de la « consultante » de Birmingham Anna Mc Dregald. Même culture, même diagnostic sur les villes et relations personnelles facilitent l'imprégnation des thèses de Mickaël Parkinson auprès de ces individus en train de constituer l'une des têtes pensantes du réseau de villes. Le rôle décisif de ce personnage témoigne de l'importance des échanges entre membres d'*Eurocities* et mondes académiques. Mieux, il dévoile que ces échanges contournent finalement le principal lieu dédié spécifiquement, par le réseau lui-même, à l'interface entre élus urbains et universitaires : le groupe *recherche urbaine*. Cette deuxième période est ainsi caractérisée par la structuration de deux équipes bien différentes (Euricur et EIUA) et plus encore par l'émergence d'un marché de l'expertise urbaine.

²² Les *curriculum vitae* qu'ils présentent sur le site Internet de l'institut ne mentionnent aucun des diplômes académiques et les publications ne sont pas référencées de façon scientifiques (<http://www.ljmu.ac.uk/eiua/>).

c) La structuration d'un marché de l'expertise urbaine

La structuration d'*Eurocities* est concomitante à la mise en place d'un agenda européen [Parkinson, 2005]. Au début des années quatre-vingt-dix, la part du budget européen consacré aux politiques territoriales est en augmentation, ces dernières relevant de différentes DG. *Eurocities* entame alors un processus de lobbying, visant d'abord une coordination des politiques communautaires en direction des villes, puis sa participation à l'élaboration de programmes communautaires à destination des villes. Sa première réussite correspond à la mise en place du Programme d'Initiative Communautaire Urban (1994-1999) finançant des actions en faveur des quartiers urbains défavorisés de villes européennes [Günter, Halpern, 2006]. Le lobbying très intense du réseau de villes se traduit par l'institutionnalisation de partenariats avec des institutions européennes [Payre, 2006]. Ces partenariats sont notamment déclinés dans le cadre des groupes de travail et/ou forums du réseau, renforçant ainsi l'institutionnalisation de ce dernier. Ces partenariats, validant les thématiques retenues dans le cadre d'*Eurocities* et transformant certaines expertises en normes d'action européennes, témoignent de la diffusion d'une partie au moins de l'expertise et du savoir urbains fabriqués dans le cadre du réseau politique de villes. Reste que le partage de ces expertises et de ces savoirs entre mondes académiques, institutions européennes et élites urbaines requiert de perpétuels renouvellements : l'expertise urbaine est devenue, à la fin des années quatre-vingt-dix, un véritable marché concurrentiel.

Loin d'être en concurrence, les deux équipes ayant participé activement à la fabrique d'un savoir estampillé *Eurocities* tendent à développer, au sein de ce réseau, une expertise à double niveaux. Disponible principalement sous la forme de rapports publiés, de statut académique ou non, cette expertise vise d'abord et avant tout à consolider le lobbying que les gouvernements urbains opèrent alors, via *Eurocities*, auprès des institutions européennes. L'analyse des sources revendiquées par cette expertise dévoile la place prépondérante occupée, lors de cette deuxième période, par Mickaël Parkinson, l'EIUA et de façon plus générale par les universitaires disposant de relations privilégiées avec les élites urbaines et communautaires, en particulier avec des hommes politiques investis au coeur du réseau (M. Parkinson, J. Borja). Les études de cas sont principalement tirées de villes anglaises. Ces études, en procédant par des comparaisons macro, en s'appuyant amplement sur d'autres recherches et en proposant des préconisations, visent, bien davantage que dans la période précédente, les institutions européennes.

Si les employés de l'EIUA travaillent principalement sur les stratégies générales à mettre en place, ceux d'Euricur s'emparent des thèmes précis et décryptent les particularités de telle ou telle ville dans son action sur tel ou tel thème. Objet, méthodes et valorisation des savoirs produits diffèrent donc. Reste que ces deux équipes sont l'une et l'autre rapidement structurées autour d'une dizaine de personnes gravitant jusqu'alors à proximité ou au sein de mondes académiques. Elles présentent un lien avec une université, lien qu'elles revendiquent comme gage de leur professionnalisme et de leur scientificité. Enfin, elles entretiennent des relations assez étroites avec les élites urbaines de Rotterdam pour Euricur et de Liverpool et Birmingham pour EIUA, comme avec le réseau *Eurocities*. Tous ces mondes participent à l'une ou l'autre des étapes de la fabrique de savoirs urbains, d'expertise sur la ville.

3. Institutionnalisation et routinisation de la production de l'expertise

La structuration d'un marché de l'expertise sur l'urbain contraint ces deux équipes à renouveler leurs positionnements et leurs spécificités, à assurer leur légitimité et leur positionnement comme support du réseau de villes et/ou des institutions communautaires. L'institutionnalisation du réseau de villes, celle de ses interactions avec les institutions européennes se traduisent par une forme, sinon d'institutionnalisation, du moins de routinisation de la production de l'expertise et du savoir que mobilise *in fine Eurocities*. Plus de dix ans après la création de ce réseau et alors qu'une politique européenne des villes a vu le jour, *Eurocities* semble vouloir maîtriser pleinement la fabrique de l'expertise et du savoir qu'elle revendique sans toutefois en contrôler tous les usages. L'ambiguïté des relations entre mondes académiques, « experts » du réseau et édiles urbains impliqués au sein d'*Eurocities* laisse encore de nombreuses marges d'action aux uns et aux autres.

a) Revendiquer la maîtrise de la fabrique de l'expertise urbaine

A partir du début des années 2000, une sorte de spécialisation s'affirme : l'activité de lobbying est exercée par le staff, dans un contexte de relations somme toute assez conflictuelles entre le bureau de Bruxelles et les villes membres. En termes de lobbying, les échanges entre villes (qui ont principalement lieu au sein des groupes de travail des différents forums thématiques) doivent avant tout contribuer à une nouvelle expertise en matière urbaine. Cette activité de lobbying s'appuie d'abord sur l'expertise et le savoir construits au cours de la décennie quatre-vingt-dix, dans l'interaction entre ce staff et des universitaires, au premier rang desquels Mickaël Parkinson. Elle s'appuie également sur les études plus systématiques, plus thématiques et issues de cas concrets, développées par des organismes de recherches tels que Euricur. Ces études sont assimilées par le réseau et diffusées auprès de ses membres dans le cadre des groupes de travail ou lors des assemblées générales. Elles sont donc enrichies des échanges à partir d'expériences respectives des villes membres ainsi que, si nécessaire, d'analyses commandées spécifiquement par le réseau.

Le bureau de Bruxelles mobilise beaucoup moins, dans cette troisième phase, l'intervention de personnalités de mondes académiques tel que Mickaël Parkinson. Mieux, le site Internet du réseau précise les noms des organismes auprès desquels il puise ses sources et ses ressources. Cette liste ne mentionne pas l'EIUA. Cette absence confirme d'une certaine manière, d'une part, le retrait de Mickaël Parkinson par rapport à l'activité du réseau de villes et, d'autre part, l'évolution de cette activité (une grande partie de la socialisation au « tout petit monde » de Bruxelles étant désormais réalisée). Cette liste d'organismes « ressources » comprend Euricur ainsi que que d'autres entités rattachées à des universités, des associations, des *think tanks*, etc. Elle n'est pas sans rappeler la liste des experts telle que constituée par la commission européenne pour Urbact [Günter, Halpern, 2006]. Enfin, *Eurocities* rejoint l'*European Urban Knowledge Network*, réseau rassemblant les ressources apportées par quinze Etats membres de l'Union Européenne, la commission européenne et le programme Urbact. C'est là une reconnaissance institutionnelle supplémentaire du savoir produit dans le cadre du réseau de villes. L'officialisation de la participation d'*Eurocities* à la fabrique de politiques communautaires et, partant, à la production de normes d'action européennes implique en retour que le réseau s'assure de la bonne mise en oeuvre de ces politiques et de ces normes. Cet « effet en retour » s'exerçant sur les villes membres du réseau se traduit par une autre forme de mobilisation d'expertises et de savoirs urbains, cette fois-ci dans une perspective pédagogique et à destination des élites urbaines. Une analyse plus fine de l'activité actuelle d'Euricur permet de comprendre cette seconde spécialisation. Elle donne en outre quelques clés de lecture de relations nettement plus distendues entre le centre du réseau de villes et des universitaires-entrepreneurs dirigeant des instituts dont le principal objectif est la production d'expertise européenne.

Euricur correspond aujourd'hui à une organisation bien rodée, qui, chaque année lors de l'Assemblée générale annuelle d'*Eurocities*, diffuse les derniers résultats des enquêtes réalisées, vend et fait valider de nouvelles thématiques, de nouveaux objets, de nouvelles commandes. De fait, les principaux dirigeants de l'Euricur assistent à l'intégralité des assemblées générales du réseau de villes. Ils président, lors de ces assemblées, une réunion d'une journée spécialement dédiée à l'activité d'Euricur : présentations des études les plus récentes et propositions d'approfondissement de certaines thématiques, d'ouverture à d'autres municipalités (Shanghai par exemple pour les plus récentes ouvertures). Ces moments constituent le lien privilégié entre ces universitaires, employés d'Euricur, et leur principal commanditaire, le réseau *Eurocities*, dans sa double représentation : le bureau de Bruxelles et les villes membres. Les entretiens réalisés auprès des principaux chercheurs d'Euricur dévoilent que ces derniers sont assez peu en interactions avec le staff d'*Eurocities* et poursuivent finalement leurs travaux à partir de relations directes avec les élites locales et sur des modalités déjà amplement mises en oeuvre au début des années quatre-vingt-dix. Les études réalisées par le centre de recherche font suite à un intérêt marqué d'une ville pour une thématique donnée. Elles s'achèvent par l'organisation d'un séminaire de restitution dans ladite ville. Figurer sur la liste des experts d'*Eurocities* agit donc comme une labellisation pour Euricur, qui peut s'en prévaloir auprès des élites urbaines auxquelles les dirigeants du centre de

recherche accèdent très directement lors des Assemblées générales ou par l'intermédiaire des forums ou des groupes de travail. Un rapide survol des nombreuses publications d'Euricur montre que peu de thématiques ont échappé à leurs investigations : ils sont en mesure d'apporter des éléments de savoir ou d'expertises sur tous les sujets des forums du réseau.

Leurs études visent aujourd'hui, d'une part, à identifier les « bonnes pratiques », à préciser leurs contextes de mise en oeuvre (sans toutefois politiser ces contextes) et, d'autre part, à diffuser ces « bonnes pratiques » en aidant notamment certains gouvernements urbains à s'approprier des normes européennes, des façons de faire, des modes d'action, etc. Fidèle à l'état d'esprit qui animait ces universitaires lors de la création d'Euricur, Léo Van den Berg et ses collègues n'ont eu de cesse, depuis 1989, de promouvoir un rapprochement entre gouvernements municipaux et élites économiques urbaines. Ces dernières sont bien souvent la porte d'entrée de ces universitaires pour insuffler de nouvelles thématiques : les productions d'Euricur portent ainsi bien davantage sur le développement économique et le rayonnement des villes que sur la sécurité ou le lien social. Leur activité participe principalement de l'identification, de la légitimation et, plus encore, du partage de « bonnes pratiques » entre villes. Ils endossent aujourd'hui davantage un rôle pédagogique à l'attention des gouvernements urbains et de leurs administrations ; ils se mettent à disposition des praticiens (agents des villes et/ou secteur privé) et accompagnent l'élaboration de nouvelles actions urbaines, participant d'une certaine manière à des innovations et, plus encore, à une européanisation horizontale.

b) Instituts & mondes académiques : une relation ambiguë

Les multiples interactions entre Euricur, les villes membres d'*Eurocities* et dans une moindre mesure avec le centre du réseau de villes alimentent, d'une part, considérablement le réseau sur le plan des moyens (qu'il s'agisse d'apports financiers ou de ressources mobilisables dans d'autres universités) et, d'autre part, constitue une source assez inépuisable de matériaux d'enquêtes. L'Euricur en a fait sa spécificité et la mobilise comme telle au sein du monde académique : les contreparties aux financements de l'université Erasmus sont les publications systématiques (et si possible scientifiques) de toutes les enquêtes réalisées dans le cadre d'*Eurocities*, et les possibilités d'enseignements qu'offre l'institut : quatre masters sont aujourd'hui ouverts et s'adressent aux étudiants européens et internationaux²³. Ces masters ont une triple fonction. Ils permettent, premièrement, aux employés d'Euricur d'assurer la charge de cours que le rattachement universitaire de l'institut implique et, partant, de maintenir leur identification comme experts *scientifiques, universitaires*, labellisation particulièrement indispensable dans ce marché de l'expertise sur l'urbain. Ils sont, deuxièmement, une source sans cesse renouvelée de potentielles collaborations avec d'autres universités, en particulier celles dont sont originaires les étudiants venant suivre ces masters. Ils constituent, troisièmement, un accès assez directs aux pratiques urbaines : les étudiants originaires de telles ou telles villes facilitant les contacts avec les élites urbaines de ladite ville ; ces étudiants étant par ailleurs susceptibles de transmettre les modèles d'actions développés au sein d'Euricur. Enfin, l'organisation de ces quatre masters constitue une ressource financière non négligeable pour Euricur. Ces formations occupent une importance croissante : si certains de leurs étudiants poursuivent une partie de leur carrière au sein de l'institut, beaucoup évoluent, à l'issue de leur master ou de leur doctorat, dans des administrations urbaines ou parapubliques, introduisant alors les grilles de lecture construites par Euricur au cœur même de ces entités et permettant, quoiqu'il en soit, des liens privilégiés avec l'institut.

Les méthodes d'enquêtes et d'analyse revendiquées par Euricur seraient uniques, selon les propos des principaux dirigeants de l'institut. Mieux, il faudrait avoir été formé au sein d'Euricur pour être en mesure de les décliner à bon escient. Ces dirigeants se disent davantage préoccupés par la mise en évidence de « bonnes pratiques » et, pour légitimer leurs propres méthodes, dénoncent leurs collègues chercheurs enfermés dans des tours d'ivoire. De fait, leur spécificité résiderait

²³ Les titres de ces masters sont : *Management of the European Metropolitan Region* ; *Master Urban Management and Development* ; *Master City Developer* et *Euricur Masterclasses* ainsi qu'une formation à destination des professionnels : *Leergang Gebiedsmanagement*.

principalement dans leur capacité d'interactions avec les gouvernements urbains, avec *Eurocities* et, par leurs intermédiaires, avec, d'une part, des institutions européennes (même si celles-ci apparaissent assez restreintes) et, d'autre part, le secteur privé. L'analyse du travail quotidien d'Euricur montre que leur activités sont bien davantage tournées vers les gouvernements municipaux, les réseaux de villes et éventuellement les institutions européennes que vers les universités. Présent comme experts pour ces organismes, parce que légitimés scientifiquement par des mondes académiques, ces centres de recherche tendent aujourd'hui à promouvoir des relations plus fortes entre universités et villes entendues au sens de partenaires économiques²⁴.

Conclusion : vers une expertise transnationale de l'urbain ?

EIUA et Euricur présente de nombreuses caractéristiques communes, en particulier celle d'une très grande stabilité des équipes travaillant pour ces instituts. Les dirigeants de ces instituts, véritables entrepreneurs, ont entièrement construits leurs carrières à partir de ces activités. Savoirs et expertises résultent de modes de production aujourd'hui routinisés et en grande partie contrôlés par le réseau. L'institutionnalisation de ce réseau dans le « petit monde » bruxellois permet la validation, la reconnaissance de ce savoir estampillé *Eurocities* ainsi que sa participation à la fabrique d'action communautaires et urbaines. Mieux en véhiculant des représentations sur les villes et leurs pratiques, ces universitaires-entrepreneurs deviennent de véritables passeurs d'un savoir et d'une expertise en perpétuelle définition. L'étude d'*Eurocities* dévoile qu'expertise et savoir véhiculés dans le cadre de ce réseau résultent finalement d'interactions multiples entre élites urbaines, staff du réseau, universitaires ou assimilés, représentants des institutions européennes, etc. Cette fabrique par interactions multiples entre des mondes évoluant sur des échelles spatiales bien différentes engendre des logiques particulières ainsi que par « effets en retour » de nouvelles logiques au sein de chacun de ces mondes. Expertise et savoir, estampillés *Eurocities*, peuvent donc être qualifiés de transnational [Hassenteufel, 2005].

Benko G., *La science régionale*, Paris, PUF, Que sais-je ? 3355, 1998.

Brenner N., *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

Dumoulin L., La Branche S., Robert C. et Warin P. (dir.), *Les recours aux experts. Raisons et usages politiques*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2005.

Grazi L., « La question urbaine dans l'histoire de la construction européenne. Une politique nouvelle, des acteurs en mouvement », dans Warlouzet L., Rücker K. (dir.), *Quelle(s) Europe(s) ? Nouvelles approches en histoire de l'intégration européenne*, Bruxelles - Bern, PIE - Peter Lang, 2006, p. 129-140.

Güntner, S., Halpern C., « From Urban Regeneration to Neighbourhood Management – local policy change in Berlin and the role of the EU (1990 – 2004) », dans Doria L., Fedeli V., Tedesco C. (dir.), *Rethinking EU spatial policy as a hologram*. London, Ashgate, 2006.

Hassenteufel P., Surel Y., « Des politiques publiques comme les autres ? Construction de l'objet et outils d'analyse des politiques européennes », *Politique européenne*, n°1, 2000, pp.8-24.

Hassenteufel P., « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale. Les déplacements de la construction des objets comparatifs en matière de politiques publiques », *Revue Française de Science Politique*, vol. 55, n° 1, 2005, p. 22-23.

Kantor P., Savitch H.V., *Cities in the international Marketplace. The political Economy of Urban Development in North America and Western Europe*, Princeton : Princeton University Press, 2002.

²⁴ Van den Berg L., Russo A., Lavanga M., « Towards a Sustainable Relationship between City and University : A Stakeholdership Approach », *Journal of Planning Education and Research*, 27, 2007, p. 199-216.

Le Galès P., *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Science Po, 2003.

Payre R., "The Importance of Being Connected : City Networks and Urban Government. Lyon and Eurocities (1990-2005)", *International Journal of Urban and Regional Research*, 2008.

Payre R., Healy A., « Un cartel nommé Eurocities. Réseaux de villes et stratégies d'internationalisation des gouvernements urbains. Les cas de Manchester et Lyon au sein d'Eurocities. », Communication au Colloque GSPE PRISME (Des territoires 'compétitifs'. Genèse, usages, pratiques de catégories d'action publique et articulation des niveaux de gouvernement), novembre 2008.

Pinson G., Vion A., « L'internationalisation des villes comme objet d'expertise », *Pôle Sud*, n°13, 2000, p. 85-102.

Trépos J.-Y., *La sociologie de l'expertise*, Paris, PUF, 1996.

Vion A., « Le gouvernement urbain saisi par l'internationalisation », dans Fontaine J., Hassenteufel P. (dir.), *To change or not to change. L'analyse des politiques publiques à l'épreuve du terrain*, Presses universitaires de Rennes. 2002.